



© F. BLANC

L'éditorial d'Yves Veyrier
Secrétaire général @YVeyrier sur Twitter

FO

RETRAITES : ON NE BAISSERA PAS LES BRAS!

Des discussions ont été ouvertes par le gouvernement, ces dernières semaines, sur les questions de l'emploi des seniors, de la pénibilité, de la retraite progressive, du minimum de pension, dont le Premier ministre entendait indiquer, jeudi 13 février, ce qu'il en retiendrait.

Si FO a fait connaître ses revendications en la matière, nous n'en sommes pas moins dupes qu'il s'agit de détourner l'attention des conséquences du projet de « système universel de retraite par points ». Nous ne nous laisserons pas divertir!

Au contraire, il nous semble important de rétablir précisément les faits.

Certains journalistes nous interrogent sur le rôle de FO.

Rappelons simplement qu'au mois de juillet, lorsque nous avons pris connaissance du rapport du Haut-commissaire, qu'au mois de septembre, lorsque nous avons rencontré le Premier ministre, FO est

l'organisation qui a alerté : « *Ce n'est pas le système de retraite actuel qui est défaillant, c'est l'entrée dans le système, c'est-à-dire l'emploi, l'emploi des seniors, c'est l'entrée dans l'emploi des jeunes, les temps partiels subis, ce sont les bas salaires et c'est sur cela qu'il faut travailler.* »

Quand d'autres s'inscrivaient dans les concertations pour la mise en œuvre du système universel, FO déposait ses revendications précises sur ces sujets, dès le 16 octobre auprès du Haut-commissaire, puis le 25 novembre formellement au Premier ministre, considérant qu'elles s'inscrivaient dans le maintien et l'amélioration de notre système actuel de retraite.

Et il a fallu qu'on arrive à la grève du 5 décembre, il faut le rappeler, pour que le gouvernement consente à bien vouloir ouvrir des discussions sur ces questions.

Comme c'est le mouvement de grève qui a fait que le gouvernement recule. Par exemple, il a reculé à la génération 1975, il a reculé plus loin pour les cheminots, pour la RATP. Il a dû concéder des dispositions spécifiques, particulières à certaines professions qui se sont mobilisées. Qui a la main aujourd'hui? nous demande-t-on. Si quelqu'un a la main, ce sont les syndicats, qui ont, comme FO, analysé précisément ce qu'était le contenu de cette réforme. C'est la confédération FO qui a prévenu, dès le mois d'août :

« Si nous ne sommes pas entendus, nous irons à la grève, nous mobiliserons! »

Quant à la conférence de financement, là non plus, nous ne sommes pas et ne serons pas dupes. Pour les représentants des employeurs la solution doit passer par une

mesure d'âge. Quant aux organisations qui ont demandé cette conférence, elles semblent plus frileuses parce que tout le monde s'aperçoit qu'au final, c'est dans le projet de loi et l'étude d'impact, ce sera un âge d'équilibre qui démarquera non plus à 64 ans, mais même à 65 ans pour aller plus loin...

Alors, quand on nous interroge sur la suite... la réponse est évidente pour FO : on ne baissera pas les bras! C'est le sens de l'envoi de l'adresse à l'ensemble des parlementaires, leur demandant de ne pas voter ce texte en parallèle de la nécessité du maintien de la mobilisation!

**Si quelqu'un
a la main, ce sont
les syndicats !**

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr